

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Solo, Robert A., *Organizing Science for Technology Transfer in Economic Development*, E. Lansing : Michigan State University Press, 1975, 224 p.

par Lynn K. Mytelka

Études internationales, vol. 8, n° 2, 1977, p. 410-411.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700794ar>

DOI: 10.7202/700794ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

et d'un public plus vaste que préoccupent ces questions.

Jean-Guy VAILLANCOURT

*Département de sociologie
Université de Montréal*

SOLO, Robert A., *Organizing Science for Technology Transfer in Economic Development*, E. Lansing : Michigan State University Press, 1975, 224p.

Robert Solo, professeur de science économique à l'université Michigan State et ancien conseiller scientifique à l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) vient de publier un livre dont le titre ne reflète pas le contenu. Dans son livre, Solo a amassé une vaste quantité d'information sur l'assistance technique fournie par quatre pays du Marché commun européen - la France, La Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale - principalement aux pays sous-développés de l'Afrique. Dans son texte, cependant, l'auteur met l'accent plutôt sur la France et l'Angleterre. En plus, il privilégie surtout leurs instituts de recherche et de commercialisation des produits agricoles (tels que l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux, fondé par le gouvernement français en 1942 ou le Tropical Products Institute qui, depuis 1960, encourage la production pour l'exportation des produits tropicaux) et leurs instituts pour la mise en valeur des produits minéraux (tels que le Bureau de recherches géologiques et minières qui s'associe aux consortium internationaux pour la prospection et l'exploitation des ressources minérales en Afrique).

En examinant les activités de ces instituts il est évident que « la science » n'est organisée ni pour « le transfert de technologie » ni pour le « développement économique » des pays sous-développés. Au contraire ces instituts ont servi les intérêts

de l'Europe. Même si l'auteur nous signale que l'Allemagne et les Pays-Bas ont choisi de souligner des programmes d'aide différents, cette constatation ne change pas la conclusion générale qu'il faut en tirer. Le fait que ces deux pays concentrent leurs efforts plutôt sur la formation des techniciens agricoles et industriels que sur la recherche, ne peut être compris autrement que dans le contexte d'une politique dynamique d'investissements étrangers qu'ils poursuivent - une politique qui exige, comme l'auteur nous informe, une main-d'œuvre qualifiée (pp. 147-48, 160-62). Cependant, l'auteur ne tire pas ces conclusions de sa propre évidence.

La manque d'un véritable transfert de technologie au pays sous-développés est indiqué par l'absence de chercheurs africains dans ces instituts de recherche, des ingénieurs africains dans le processus de planification et de dessin des projets industriels et les niveaux très bas de recherche et de développement des processus de production et des produits appropriés. Cette absence est expliquée, selon l'auteur, par la façon dans laquelle la science et la technologie sont organisées dans les pays européens. L'absence de travail d'équipe et le manque d'articulation entre la communauté scientifique et les secteurs productifs en France (p. 62) par exemple, expliquent le manque de transfert de technologie aux pays de l'Afrique. Plus tard, cependant, Solo nous laisse entendre que tout effort de recherche en produits tropicaux était organisé exprès pour approvisionner l'industrie française en matières premières. L'État français agissait de façon à promouvoir les intérêts de l'industrie française. Mais quelles sont les conséquences d'une telle raison d'être des instituts dits de recherches pour le transfert de technologie aux pays sous-développés ? L'auteur n'essaie pas de répondre à cette question parce que, nulle part, a-t-il relié les diverses données qu'il présente dans une analyse cohérente. Une telle analyse devrait être basée sur les intérêts objectifs des forces sociales des pays euro-

péens et surtout la façon dans laquelle, depuis l'expansion du système capitaliste européen, ces intérêts capitalistes puissants ont structuré les économies et sociétés africaines. Sans identifier les causes fondamentales d'une absence de transfert de technologie et le manque de rapport entre la technologie importée et les besoins du développement économique des pays sous-développés ses recommandations ne peuvent aboutir qu'à un prolongement des structures actuelles et aux conséquences déjà bien connues.

Lynn K. MYTELKA

*Département de science politique,
Université de Carleton*

THOMAS, Clive Y., *Dependence and Transformation, The Economics of the Transition to Socialism*, Monthly Review Press, New York, 1974.

Clive Thomas est professeur d'économie à l'Université de Guyanne. Mais son livre est d'abord le résultat d'une série de conférences et de séminaires donnés à l'université de Dar es-Salaam en Tanzanie. Il s'agit d'un texte d'un jeune intellectuel du Tiers-Monde, immédiatement engagé dans les problèmes du développement. Il en résulte une sensibilité et un sens du concret qui font le plus souvent défaut aux spécialistes des métropoles pour qui le développement n'est qu'un objet d'étude scientifique. C'est là, sans doute, la source de cet enthousiasme et de cette chaleur qui rend son livre si attachant malgré l'abstraction de la pensée et l'austérité de l'exposé.

L'ouvrage s'ouvre par une constatation pertinente qui fixe le ton et l'orientation de l'ensemble : ni l'économie néo-classique, ni la théorie socialiste ne se sont vraiment attachées à élaborer une stratégie cohérente pour une planification adaptée aux multiples problèmes du sous-développement et de l'exploitation dans les économies des petites nations dépendantes, dans ces éco-

nomies dominées qui survivent à la marge et à la périphérie du capitalisme international (p. 13).

C'est cette lacune que l'ouvrage prétend combler en se présentant d'abord comme une démonstration de la possibilité d'une telle stratégie et un plaidoyer pour son établissement malgré les contraintes énormes qu'imposent non seulement les structures néo-coloniales qui dominent les économies du Tiers-Monde, mais aussi les limites naturelles des petites nations sous-développées.

Dans cette perspective, l'auteur critique les efforts de transformation faits sans modèle original et spécifique car alors le développement implique l'imitation des modèles des nations les plus puissantes (É.-U., Urss), ce qui revient à en reproduire les modes d'accumulation et d'allocation des ressources, c'est-à-dire à en reproduire des modèles de production qui sont ceux du néo-colonialisme même si l'on prétend modifier les formes d'échange et de consommation. Précisément la grande utopie qui a grevé tout l'effort du développement a été de tenter d'établir de nouvelles relations d'échange et de consommation tout en conservant la structure néo-coloniale de production (p. 20). Il faut donc, selon l'auteur, que tout le processus d'élimination du sous-développement et de la pauvreté soit identique au mouvement de transition de la dépendance au socialisme.

C'est précisément ce que la première partie de l'ouvrage tente de démontrer. En effet, il faut bien constater que malgré une augmentation parfois rapide de la moyenne des revenus *per capita*, les structures de dépendance et le sous-développement se renforcent dans les petites nations sous-développées du Tiers-Monde. Cette permanence du sous-développement se traduit par « the dynamic divergence of resources use, ownership, and production, and the divergence between domestic demand and the needs of population as a whole in the absence of a vibrant and indigenous tech-